

Le ministre algérien de l'Énergie estime que la tendance haussière du prix du brut est le résultat conjugué des actions de l'OPEP+ et de la vaccination contre le Covid-19. Dans cette interview accordée à Sputnik, Abdelmadjid Attar précise que les marchés pétroliers resteront attentifs aux actions géopolitiques que prendra le Président Joe Biden.

Ingénieur en géologie pétrolière, Abdelmadjid Attar a passé l'essentiel de sa carrière au sein de la Sonatrach, la compagnie pétrolière algérienne dont il a été le PDG de 1997 à 2000. Nommé ministre de l'Énergie en juin 2020, dans un contexte de crise économique et de pandémie de coronavirus, il a replacé l'Algérie dans son rôle de «de pays pivot» lors de négociations au sein de l'OPEP et de l'OPEP+, l'alliance formée par les 24 pays principaux producteurs de pétrole.

Dans cette interview accordée à Sputnik, Abdelmadjid Attar revient sur les facteurs qui ont conduit à l'augmentation des prix du brut et sur les conditions qui devraient permettre la stabilisation des cours. À ce titre, il met en avant le rôle décisif joué par les membres de l'OPEP+ ainsi que le lancement des campagnes de vaccination contre le Covid-19 à travers le monde. Le ministre algérien de l'Énergie explique que la stabilité du marché dépendra aussi de la politique au Moyen-Orient du nouveau Président des États-Unis. Il n'hésite pas à dresser un constat sans complaisance de la situation du secteur des hydrocarbures dans son pays et des défis qui attendent la Sonatrach.

Sputnik: Le prix du pétrole est en progression depuis quelques semaines. Hiver rigoureux, actions de l'OPEP, tensions dans le Golfe persique, vaccination contre le Covid-19... quels sont les facteurs qui ont provoqué cette tendance haussière?

Abdelmadjid Attar: «La hausse du cours du pétrole est à mettre, avant tout, sur les décisions prises par les pays membres de l'OPEP+. Les réunions de l'OPEP et de l'OPEP+ qui se sont tenues entre fin novembre et début décembre ont été des événements décisifs pour le prix du baril. Bien sûr, l'arrivée du vaccin contre le Covid-19 est aussi un élément important pour le secteur de l'énergie.

Les cours sont restés stables malgré la troisième vague de la pandémie et l'apparition des nouveaux variants du coronavirus, ce qui prouve que les mesures prises par l'OPEP+ ont été efficaces. Lors de la réunion du 4 janvier dernier, les négociations ont été rudes. Dès l'ouverture, j'avais dit que la stabilité du marché pétrolier résulterait de la réussite des campagnes de vaccination. Plus les gens seront vaccinés, plus ils voyageront. Pour le baril, la reprise dépend donc de la mobilité de l'activité du secteur aérien, grand consommateur de carburant.»

Sputnik: Cette tendance haussière devrait donc se poursuivre. Va-t-on vers une stabilisation du baril autour de 60 dollars?

Abdelmadjid Attar: «60 dollars, c'est plutôt optimiste. Si les programmes de vaccination avancent, nous pourrions effectivement avoir un baril entre 55 et 60 dollars. Mais là encore, je reviens au rôle de l'OPEP+ et à la décision surprise de l'Arabie saoudite de baisser sa production d'un million de barils par jour (b/j). Le retrait d'une telle quantité a eu un effet immédiat sur le marché.»

Sputnik: L'entrée en grande quantité de pétrole libyen pourrait provoquer une nouvelle baisse des prix du brut...

Abdelmadjid Attar: «Je ne pense pas.

La Libye était déjà à 1,1 million de b/j mais nous estimons qu'elle ne peut pas aller au-delà de 1,3 million. Les installations libyennes ont subi énormément de dégâts et plusieurs puits ont été fermés. Leur réouverture nécessite de nouveaux investissements, donc des fonds importants. Cela ne se fera pas avant la fin de l'année.»

Sputnik: Les professionnels du pétrole devraient suivre avec attention le développement des relations américano-iraniennes avec la prise de fonction du Président Joe Biden. Un retour du brut iranien sur le marché pourrait aussi tirer les prix vers le bas...

Abdelmadjid Attar: «Nous sommes tous très attentifs aux décisions de la nouvelle administration américaine. Je me pose même la question suivante: la diminution de la production saoudienne aurait-elle un rapport avec la situation qui pourrait survenir demain au Moyen-Orient?»

Sputnik: Riyad pourrait-il agir en qualité de «facilitateur» pour permettre un retour du brut iranien sur le marché?

Abdelmadjid Attar: «C'est mon avis. Riyad semble se préparer à de nouvelles décisions américaines. Je dois avouer que nous étions très inquiets ces derniers mois car nous nous préparions à une attaque américaine contre l'Iran.

Je pense que nous sommes sortis de la zone rouge. La géopolitique a un effet sur les hydrocarbures. Les marchés pétroliers attendent la réaction de Biden sur l'Iran et également la nouvelle politique américaine vis-à-vis du Venezuela. Ce sont deux importants producteurs de brut. Pour l'heure, c'est la grande inconnue. Wait and see...»

Sputnik: L'Algérie est-elle en capacité de remplir ses engagements en matière de fourniture de gaz, notamment auprès de ses clients européens?

Abdelmadjid Attar: «Nous sommes totalement fiables sur ce plan et avons la capacité de remplir nos engagements internationaux en matière de fourniture en gaz naturel. Il est vrai que la consommation gazière interne est en hausse constante, mais nous pouvons répondre à la fois à la demande du marché national et à celle du marché international.

Cependant, si nous n'améliorons pas les capacités de production, nous serons tenus de diminuer les quantités à l'export à l'horizon 2030. Donc la priorité consiste à augmenter le taux de récupération de nos gisements, développer tous les puits aussi petits soient-ils et, surtout, faire de nouvelles découvertes.»

Sputnik: L'augmentation des capacités à l'horizon 2030 peut-elle être assurée par le gaz de schiste?

Abdelmadjid Attar: «Non, nous ne misons pas sur le gaz de schiste. Ce gaz est là, il s'agira de l'exploiter à l'avenir de façon rentable et en respectant l'environnement mais pour l'heure, cela n'est pas possible. Et ce n'est pas pour demain.

La solution de l'Algérie est la réussite de sa transition vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Beaucoup pensent que je suis contre les énergies renouvelables depuis que j'ai dit qu'il fallait oublier définitivement le projet Desertec – présenté par certains comme étant un programme allemand. Desertec est une association qui s'est transformée en forum puis en bureau d'études. Il est installé à Dubaï et est constitué essentiellement de sociétés chinoises qui n'ont rien à voir avec l'Allemagne. L'Algérie a signé un partenariat énergétique avec l'Allemagne, il est en place depuis 2015. Voilà plus de dix ans que je défends le développement des énergies renouvelables, seulement il ne faut pas le faire avec l'importe qui.»

Sputnik: L'activité de commercialisation semble être le talon d'Achille de la Sonatrach. La compagnie nationale doit-elle mettre en œuvre une nouvelle stratégie commerciale, notamment en direction du marché asiatique très demandeur de gaz naturel liquéfié (GNL)?

Abdelmadjid Attar: «Nous n'avons pas de problème de commercialisation en matière de brut, de condensat et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) car les circuits sont bien rodés. Le problème se situe plutôt dans la commercialisation du GNL puisque sa vente est totalement différente. Depuis 2000, il y a énormément de gaz sur le marché, notamment avec l'arrivée du gaz de schiste américain qui a littéralement bouleversé la donne.

La compétition a imposé la vente en valorisation spot, au prix du jour. Cependant, la Sonatrach a continué à défendre les cessions à long terme. Les études disent que d'ici à 2025, plus de la moitié des quantités de GNL seront commercialisées sur le marché spot. Nous devons reconnaître que nous ne maîtrisons pas ce type de transactions. La Sonatrach aurait dû avoir une vision en matière de trading pour s'adapter au marché. À titre d'exemple, dans l'ensemble des quantités de gaz commercialisées en Europe par [la compagnie russe, ndlr] Gazprom, une partie est vendue sur le marché spot. La Sonatrach n'a pas réussi sa transition en la matière et elle ne dispose toujours pas de véritable stratégie de commercialisation.»

Sputnik: La compagnie doit donc créer des structures à l'international et former des experts...

Abdelmadjid Attar: «La Sonatrach est une société pétrolière, elle doit construire sa propre stratégie. Elle doit être présente sur les marchés et faire de la veille stratégique. Le groupe disposait d'une petite structure commerciale en Espagne mais elle a été

dissoute pour des raisons que j'ignore. Cette situation fait que nous sommes sur la défensive alors que nous devons être offensifs. Ce n'est que lorsque le GNL américain a commencé à nous prendre des parts de marché en Europe que nous avons compris qu'il fallait réagir. La vision commerciale des cinq prochaines années doit être tracée aujourd'hui, nous ne pouvons plus attendre.»

Sputnik: Les capacités de production de GNL de la Sonatrach sont-elles suffisantes?

Abdelmadjid Attar: «C'est notre point fort. Nos unités nous permettent de liquéfier la totalité de notre production de gaz, soit plus de 50 milliards de mètres cubes. Donc sur ce plan-là, nous sommes très efficaces. Vous avez évoqué le cas de l'Asie, il faut savoir que les prix connaissent une forte hausse sur ce marché. Le GNL a atteint 30 dollars le milliard de BTU [unité de mesure du gaz naturel, ndlr], soit quatre fois plus cher que le tarif auquel nous le vendons. Mais le problème c'est la distance, pour cela il aurait été nécessaire d'avoir une flotte adaptée et des engagements des clients. Encore une fois, c'est une question de prospective.»

Sputnik: La Sonatrach est-elle prête à relancer ses projets à l'international, notamment au Niger et en Libye?

Abdelmadjid Attar: «Tout est quasiment à l'arrêt à cause de la situation sanitaire. Nous devons reconnaître que nous avons pris beaucoup de retard en Afrique, un continent où il y a un grand potentiel. Nous avons raté beaucoup d'opportunités dans ce qui devrait être notre zone de prédilection car nous avons d'excellentes relations avec beaucoup de pays du continent. Je peux citer des États à fort potentiel comme l'Angola, le Mozambique, le Sénégal et la Mauritanie en offshore, ou encore le Mali où nous avons prospecté avant de tout arrêter pour des raisons sécuritaires. Il ne faut pas oublier que l'Algérie a traversé une période de dix années d'instabilité politique qui a eu des conséquences sur l'économie du pays. Sans compter le turnover managérial à la tête de la Sonatrach. Lorsque vous avez un PDG par an, l'idée développée par le premier peut ne pas être retenue par son successeur. Et ainsi de suite.»

Sputnik: Justement, l'achat de la raffinerie d'Augusta en Italie est une décision prise par un des PDG de la Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour en l'occurrence. Ce choix était-il un choix judicieux?

Abdelmadjid Attar: «Tel qu'il était présenté au début, oui. À l'époque, on disait que c'était un investissement à l'international qui devait permettre à l'Algérie de diminuer ses importations de gasoil. Malheureusement, il s'est avéré qu'Augusta ne pouvait pas raffiner de pétrole algérien mais du brut saoudien et azerbaïdjanais. Je préfère ne pas m'étaler sur la question car ce dossier est entre les mains de la justice. Je peux seulement dire que cela confirme qu'il y a eu préjudice vis-à-vis de l'Algérie.»

Sputnik: Où en est le processus d'élaboration des décrets d'application de la loi sur les hydrocarbures adoptée en 2019?

Abdelmadjid Attar: «En arrivant au ministère, en juin 2020, je n'ai trouvé aucun texte en préparation. En fait, l'anomalie était la suivante: cette loi a été élaborée par la Sonatrach. Les décrets d'application devaient également être préparés par la compagnie. Mais rien n'avait été fait. Je considère que la mise en œuvre d'une loi est du ressort du ministère de l'Énergie, au même titre d'ailleurs que les décrets d'application. Bien sûr, cela doit se faire en collaboration avec les agences publiques, les opérateurs et même d'autres ministères comme celui des Finances. Nous avons mis un peu de temps pour récupérer cette prérogative et nous avons ensuite lancé le processus de rédaction des textes d'application le 26 juillet 2020. Cette mission est assurée par un comité de pilotage composé de sept groupes de travail (institutionnel, technique, fiscal...). Le nombre de décrets a été réduit de 48 à 38 afin de faciliter la mise en œuvre de la loi. Nous avons organisé des brainstormings dans des hôtels pour chaque groupe de travail. J'avais pris l'engagement auprès du Président de la République de remettre tous les textes avant le 31 décembre mais la pandémie nous a retardés. Il en reste encore six à finaliser, ils seront prêts dans les deux prochains mois. Croyez-moi, c'est un véritable challenge que d'avoir rédigé toute cette batterie de textes en seulement six mois.»

Sputnik: Mais l'absence de ces décrets d'application bloque l'action de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), et donc toute la dynamique de recherches en partenariat avec des groupes étrangers...

Abdelmadjid Attar: «Effectivement. Pour gagner du temps, nous avons mis en place une task force entre notre ministère, Sonatrach et Alnaft pour identifier les projets porteurs qui sont susceptibles de faire l'objet de campagnes de partenariat. Nous aurons donc le contenu des futurs appels d'offres dès que la loi sur les hydrocarbures commencera à entrer réellement en application. De leur côté, Alnaft et Sonatrach ont maintenu le contact avec les partenaires étrangers en signant des mémorandums d'entente et des conventions d'études.»

Sputnik: Pour quand est prévu le lancement du premier avis d'appel d'offres?

Abdelmadjid Attar: «Probablement pour la fin du premier semestre, si la situation sanitaire le permet.»

Sputnik: La compagnie russe Lukoil a fait part de ses intentions d'investir en Algérie. Où en sont les négociations?

Abdelmadjid Attar: «Lukoil fait partie des compagnies qui ont signé un mémorandum d'entente avec la Sonatrach. Au même titre d'ailleurs que Zarubezhneft. Les entreprises russes sont présentes en Algérie, nous pouvons citer le cas de Gazprom ou encore du consortium Rosneft-Stroytransgaz qui ont fait de petites découvertes. Les partenaires russes peuvent jouer un rôle important dans le pays. Gazprom et Lukoil, qui ont des moyens conséquents, peuvent parfaitement opérer avec la Sonatrach en Algérie et à l'étranger. Nous les encourageons à faire des propositions à la compagnie nationale. Sonatrach pourrait s'engager en Irak avec Lukoil, qui est très présente dans ce pays. Pour la petite histoire, lorsque j'étais PDG du groupe, j'avais entamé des discussions avec Lukoil pour un projet en Irak. Nous avons eu des opportunités extraordinaires, mais cela ne s'est pas fait.»

Sputnik: Justement, lors de votre passage à la tête de la Sonatrach durant les années 1990, vous vous étiez opposé à la vente des actions Anadarko alors que le pays subissait une grave crise économique. En 2003, ces actions ont finalement été cédées sur ordre de l'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khelil. Cette vente était-elle justifiée?

Abdelmadjid Attar: «Vous avez raison, j'étais contre la décision de vendre les actions Anadarko et Duke Energy lorsqu'elles avaient été proposées. Les bijoux de famille ne se vendent pas. Ces actions rapportaient des dividendes qui ont permis à la Sonatrach d'investir au Pérou et dans d'autres pays. Finalement elles ont été cédées.

Il serait pertinent de savoir à quoi cet argent a servi. A-t-il été utilisé pour faire de la Sonatrach un gros producteur dans un État africain ou au Moyen-Orient, en Irak notamment où le potentiel est énorme? Il est évident que non. Je ne veux pas faire de commentaire sur l'usage de cet argent. Je sais seulement que cette vente n'a pas été une bonne affaire pour l'Algérie. Ces actions auraient pu nous être utiles au sein même d'Anadarko mais elles ont été vendues. Nous devons les oublier.»

Sputnik: Il y a près d'une année, le gouvernement algérien décidait de réduire de 50% les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement de la Sonatrach afin de permettre à l'Algérie à faire face à la crise économique. Cette mesure sera-t-elle maintenue?

Abdelmadjid Attar: «Oui, cette mesure sera maintenue car avec le prix actuel du baril, cela nous permet juste d'équilibrer le budget prévu dans la loi de Finances. Les 22 milliards de dollars d'hydrocarbures ne peuvent pas couvrir toutes les importations. Dans le secteur de l'énergie, la réduction des investissements a été d'environ 7 milliards de dollars. Les projets touchés par cette mesure concernent la réalisation d'infrastructures qui pouvaient être retardées. La recherche a également été impactée puisque nous avons diminué le nombre de forages d'exploration. Les sociétés publiques de services pétroliers qui relèvent du groupe Sonatrach ont dû limiter leurs activités de 50% mais leurs personnels ont continué à percevoir leurs salaires.»